

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DE SA VISITE À MADRID, VENDREDI 29 JUIN 1984.

29 JUNE 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs,

- Je vous remercie de votre présence. Venant à Madrid, je me réjouis de pouvoir rencontrer les représentants de la presse, même s'il s'agit d'une simple déclaration. J'avais informé M. le Premier ministre que je souhaitais venir en Espagne à la fin de mon mandat de Président de la Communauté européenne `CEE`, bien entendu j'ignorais à l'époque quel serait le résultat du Conseil européen de Fontainebleau. Mais j'estimais de mon devoir de maintenir jusqu'à la fin de ce mandat le contact étroit avec les autorités de votre pays.

- Aujourd'hui, ce Conseil européen de Fontainebleau est derrière nous, et l'importance des décisions prises facile à comprendre. La négociation engagée par la Communauté avec l'Espagne pour l'entrée de ce dernier pays dans l'Europe des Dix appelée à devenir l'Europe des Douze comporte, bien entendu, les difficultés propres à toute négociation. Il faut que les intérêts mutuels soient respectés et deviennent harmonieux & mais jusqu'alors nous avons un empêchement infiniment plus grave, qui était l'impossibilité d'aller plus loin en raison du blocage interne de la Communauté des Dix. Ce blocage n'existe plus, la parole est maintenant aux négociateurs qui ont déjà fait beaucoup de travail & leur volonté commune est de réussir. Je puis témoigner ici que le souhait de la France est une réussite rapide de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. C'est aussi le voeu de M. le Président du Conseil des ministres et de son gouvernement, de ses autorités. Chacune des deux parties à une conscience très nette des intérêts de son peuple, mais, parmi ces intérêts, il y a au premier rang la réussite de l'Europe.

- Quel sera le calendrier ? On peut prévoir que d'ici le mois d'octobre les choses auront été clarifiées. La Communauté réunie à Fontainebleau a estimé que, si l'on voulait réussir, il fallait que la négociation aboutisse avant la fin de l'année 1984. Je pense que l'échéance sera tenue, et je me réjouirai de voir l'Espagne parmi nous. Le 1er juillet, il appartiendra au Premier ministre d'Irlande de conduire les destinées de la Communauté. Je termine mon rôle dans ce domaine et je l'aurai terminé avec vous, ici, à Madrid. Je vous dirai en confiance que je suis très heureux à la fois de me trouver à Madrid, de pouvoir bâtir avec le peuple espagnol et ses dirigeants un pacte durable, mais aussi parce que je n'aurai plus dans 48 heures à assumer une responsabilité qui m'a beaucoup occupé. Je continuerai en tant que Président de la France de suivre de près les progrès d'une négociation qui me paraît déterminante pour l'avenir de notre continent. Je vous remercie.\